



HAL
open science

Frontière politique et appartenance religieuse dans la péninsule Ibérique : les communes frontalières et le phénomène des “Cid” (XIe-XIIe siècles)

Pascal Buresi

► **To cite this version:**

Pascal Buresi. Frontière politique et appartenance religieuse dans la péninsule Ibérique : les communes frontalières et le phénomène des “Cid” (XIe-XIIe siècles). Henri Bresc, Georges Dagher et Christiane Veauvy. Politique et Religion en Méditerranée. Moyen Âge et époque contemporaine, Bouchène, p. 137-163, 2008. halshs-00261642

HAL Id: halshs-00261642

<https://shs.hal.science/halshs-00261642>

Submitted on 20 Oct 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Frontière politique et appartenance religieuse dans la péninsule Ibérique : les communes frontalières et le phénomène des « Cid » (XI^e-XII^e siècles) *

Pascal BURESI
CNRS — CIHAM — UMR 5648
EHESS

Pascal BURESI, « Frontière politique et appartenance religieuse dans la péninsule Ibérique : les communes frontalières et le phénomène des “Cid” (XI^e-XII^e siècles) », dans *Politique et Religion en Méditerranée. Moyen Âge et époque contemporaine*, dir. Henri Bresc, Georges Dagher et Christiane Veauvy, Paris, Bouchène, 2008, p. 137-163.

À l'heure où les discours sur le « choc des civilisations » se multiplient¹, prendre du recul et étudier en détail ce qui s'est passé sur de grandes frontières historiques peuvent se révéler instructifs. La péninsule Ibérique constitue dans ce domaine un laboratoire exceptionnel : en effet s'y côtoient, en même temps qu'elles y prennent naissance, et se déterminent les unes par rapport aux autres, à la fois des frontières internes à la chrétienté, et une frontière entre chrétienté et Islam. En effet, entre le milieu du XI^e siècle et le début du XIII^e, plusieurs phénomènes concomitants ont lieu qui débouchent sur la cristallisation de la frontière avec l'Islam, cristallisation dont la première apparition en latin du néologisme de *frontera* témoigne, et corollairement une prise de conscience de la *christianitas*, non seulement comme communauté de foi, mais aussi comme ensemble territorial. Cette invention d'une frontière perçue comme étant une « frontière de civilisation » n'est rendue possible que grâce à la territorialisation des pouvoirs chrétiens, à un renforcement des monarchies péninsulaires, à la réforme grégorienne et surtout à l'unification des royaumes musulmans des *taifas* (1031-1090) sous l'égide de deux dynasties berbères, issues de deux mouvements successifs de réforme religieuse à cheval sur le Maghreb et la péninsule Ibérique : les Almoravides (1085-1144) et les Almohades (1147-1228). Le centre de la péninsule Ibérique est le cadre de cette histoire. C'est là que les affrontements sont les plus violents pendant plus d'un siècle et demi et qu'ont lieu bon nombre des « grandes batailles de la *Reconquista* » : Zallâqa (Sagrajas, 1086), Uclés (1106), Alarcos (1195) et Las Navas de Tolosa (1212). Quelles évolutions cette situation provoque-t-elle dans les sociétés frontalières et surtout quelles en sont les conséquences sur les divers protagonistes de la guerre contre l'Islam.

En ce qui concerne les acteurs traditionnels des sociétés chrétiennes médiévales, il convient de noter, à partir du milieu du XII^e siècle, la diminution du rôle de la noblesse et des grands magnats. À l'inverse, les représentants de l'Église jouent un rôle croissant, en particulier l'archevêque de Tolède qui revendique le primat d'Espagne en vertu de la dignité originelle de la ville à l'époque wisigothique. Le rôle de l'archevêque de Tolède est très important à la frontière, tant du point de vue de l'organisation ecclésiastique des territoires que des activités militaires.

* Cet article reprend partiellement les conclusions d'un article paru en catalan dans la revue *Recerques*, sous le titre « Els “senyors cristians de la frontera” a la Península Ibèrica (segona meitat del segle XII) », *Recerques*, 43, 2001, pp. 33-46.

¹ L'ouvrage de Samuel Huntington n'est qu'une des nombreuses manifestations de l'approche « culturaliste », idéologiquement et historiquement peu rigoureuse, qui s'est développée depuis l'effondrement du bloc soviétique et l'essor d'un islam politique, parfois radical et violent.

On voit aussi apparaître des acteurs spécifiquement frontaliers, les *concejos* (municipes) d'abord, dont le rôle est fondamental en particulier du point de vue militaire, puis les ordres militaires. Les municipes se localisent dans ce qu'on appelle la Transierra, au nord du système montagneux central, dans la vallée du Duero, dans des régions conquises par *presura*, c'est-à-dire dans le cadre d'un vaste mouvement de mise en valeur d'une zone marginale et dépeuplée, au cours du XI^e siècle. Ces municipes reçoivent des chartes de peuplement ou de franchise, les *fueros*. Les ordres militaires apparaissent plus tard : dans un premier temps, les ordres du Temple et de l'Hôpital, dont les premières dotations à la frontière ont lieu au milieu du XII^e siècle, et surtout les ordres militaires péninsulaires — Calatrava, le premier, fondé en 1158, par le roi de Castille, Santiago au León en 1170, Alcántara, Avis...

Du côté musulman, l'organisation des pouvoirs provinciaux subit aussi de profonds changements entre le milieu du XI^e siècle et le milieu du XIII^e. Au système émiral almoravide ², très décentralisé et fondé sur le principe de la *niyâba* (la délégation), succède un système califal ³ très centralisé, bureaucratique, équilibrant le pouvoir des gouverneurs provinciaux par des contre-pouvoirs (commission, idéologues du régime) au profit d'un accroissement du pouvoir personnel du calife, sans qu'aucune décision d'importance ne peut être prise.

Enfin il convient de noter l'apparition, dans les régions frontalières, de certaines formes spécifiques d'indépendance, que nous présenterons de manière détaillée dans la seconde partie de cet article. Ce phénomène est essentiellement chrétien et le fait de nobles en rupture de ban, que ce soit le Cid à Valence à la fin du XI^e siècle ou, dans la seconde moitié du XII^e siècle, Giraldo Sempavor, le Cid portugais, à la frontière du León et du Portugal, Pedro Fernández de Castro, à la frontière entre le León et la Castille ou la famille navarraise des Azagra qui fonde une principauté indépendante à la frontière entre la Castille et l'Aragon, autour de la localité d'Albarracín. En fait, ces nobles créent, dans les interstices de l'expansion des royaumes chrétiens, c'est-à-dire à la frontière entre deux royaumes chrétiens en concurrence pour la conquête des territoires musulmans d'al-Andalus, des principautés indépendantes, quitte à se mettre au service des souverains musulmans, pour maintenir leur indépendance face à un pouvoir monarchique croissant dans les royaumes ibériques.

Au cours de ces deux siècles, une évolution se produit, dans le domaine idéologique, par le développement de la composante religieuse du conflit, avec une insistance croissante des sources sur les identités religieuses, avec la justification toujours plus grande par l'identité religieuse de l'opposition entre les différentes formations politiques et sociales et avec la valorisation du champ religieux dans le processus d'affrontement. Cela se traduit, du côté chrétien, par un processus de christianisation des pratiques guerrières, dans la continuité de la réforme dite grégorienne, et par les mouvements de paix et de trêve de Dieu, et, à l'inverse, par un processus de militarisation des pratiques religieuses : le pèlerinage devient pèlerinage armé, l'ordre monastique devient ordre militaire ou militaro-monastique, comme les Templiers et l'Hôpital, et aussi surtout, pour la péninsule Ibérique, comme les ordres de Calatrava et d'Alcántara, qui adoptent la règle de Cîteaux. L'ordre de Santiago, quant à lui, dont les statuts sont rédigés au XIII^e siècle, est un ordre laïc, reconnu par le pape, près d'un siècle après la création de l'Ordre, en 1170, en León ⁴.

² « Émir des musulmans ».

³ « Émir des croyants ».

⁴ Pour justifier sa pratique de la guerre, cet Ordre développe ses fonctions caritatives dès la fin du XII^e siècle, en particulier une spécialisation dans le rachat de captifs, dans une dynamique de

Un autre indice du poids croissant des préoccupations religieuses sur la frontière aux XII^e-XIII^e siècles réside dans le moindre rôle accordé aux municipes dans l'organisation territoriale de la frontière, au profit d'acteurs plus nettement liés à l'Église, c'est-à-dire les ordres militaires, en particulier ibériques, « nationaux » d'abord, puis « territoriaux ». En effet, au milieu du XII^e siècle, on assiste à une rupture remarquable : parmi les acteurs traditionnels, la noblesse reçoit beaucoup moins de terres, de même que, parmi les acteurs spécifiquement frontaliers, les *concejos*, au profit des ordres militaires et de l'archevêché de Tolède, ce qui correspond à une « christianisation » de fait des acteurs de la frontière. Cette rupture se manifeste aussi par une différenciation entre les frontières internes aux royaumes chrétiens de la péninsule Ibérique, d'un côté et, de l'autre, la Frontière des royaumes chrétiens avec l'Islam ⁵. Dans le domaine terminologique, cette différenciation trouve son expression dans le néologisme de *frontera*, utilisé dans les chartes exclusivement pour désigner la frontière du royaume avec l'Islam, dès la fin du XI^e siècle en Aragon et à la fin du XII^e siècle, en Castille et en León. Cet article va porter sur la question de l'appartenance religieuse et sur l'importance que celle-ci revêt dans un contexte d'affrontement, en s'appuyant sur l'exemple de deux acteurs principaux de la frontière, d'abord les *concejos*, ou municipes, ensuite les « seigneurs de la guerre » (seconde moitié XII^e siècle), seigneurs dont les destinées parallèles sont révélatrices des mouvements de fond qui affectent l'histoire de la péninsule Ibérique.

Fueros et concejos

Chaque *concejo* ou municipe recevait un *fuero*, une charte de peuplement. La multiplicité des *fueros* ne doit pas faire oublier que ceux-ci se rattachent en fait à un petit nombre de modèles qui servent pour tous les autres, et qui constituent un droit, dit « de la frontière » dans la mesure où il se présente sous la forme de franchises exceptionnelles pour la période, en comparaison avec les chartes de franchise et de peuplement qu'on connaît pour le reste de l'Occident médiéval. Un droit spécifique voit ainsi le jour, dont le premier exemple connu, mais non conservé, est le *fuero* de Sepúlveda de 1076 ⁶.

Or dans la seconde moitié du XII^e siècle, sous l'influence des légistes romains très influents en Castille, Alphonse VIII (1158-1214) tenta d'unifier le droit castillan en concédant aux villages conquis sur les musulmans, et donc sans tradition juridique propre, le *fuero* de Sepúlveda. Quoique née à Sepúlveda, la première version du *fuero* type utilisé par le monarque castillan fut rédigée à Cuenca, ce qui explique qu'on l'appelle « *fuero* de Cuenca » et qu'il ait été concédé à d'autres villages sous ce nom.

légitimation du fait guerrier par la nécessité d'aider le pauvre et l'orphelin, selon les prescriptions de l'Église.

⁵ Pour une présentation exhaustive du processus de différenciation entre d'un côté les frontières pré-nationales séparant les divers royaumes chrétiens en cours de constitution de la péninsule Ibérique et, de l'autre, la Frontière entre ces mêmes royaumes et al-Andalus, la partie ibérique du « domaine de l'Islam », se reporter à P. BURESI, « Nommer, penser la frontière en Espagne aux XI^e-XIII^e siècles », *Identités et représentations de la frontière en Espagne (XI^e-XIV^e siècle)*, éd. C. de Ayala, P. Buresi, P. Josserand, Madrid (« Collection de la Casa de Velázquez »), 2001, pp. 51-74.

⁶ Ce droit coutumier, qui existait dans la mémoire et le bon sens des anciens de la communauté, était un mélange de traditions populaires, de sentences judiciaires et de procès germaniques comme l'ordalie, et il s'était substitué à la tradition romaine du *Fuero Juzgo*, un code de loi wisigothique. Il s'étend à d'autres régions et reçoit le nom de « *fuero* d'Estrémadure ».

« Au Douro s'arrêtait donc le droit de Castille et commençait le droit de la frontière ou de l'*Extremadura*.⁷ »

L'établissement de normes concernait pour une grande part les activités militaires. Les *fueros* fixaient les soldes, les récompenses en fonction du degré de participation de chacun, de l'équipement apporté et du butin obtenu. Les troupes municipales comprenaient des cavaliers (*caballeros villanos*) et des fantassins (*peones*), même si le service militaire (*fonsado*) était la plupart du temps réservé aux *caballeros* (le tiers, les deux tiers ou la totalité des *caballeros* du *concejo* ⁸), alors que les fantassins n'étaient mobilisables en général que pour la défense de la ville, en cas d'attaque musulmane par exemple. Ces deux catégories, qui formaient l'aristocratie du municipe et, en même temps, les deux niveaux inférieurs de la noblesse du royaume, vivaient souvent dans le territoire contrôlé par la ville et accomplissaient leur service militaire dans le cadre de la milice municipale ⁹.

Des entités territoriales en cours de constitution

Dans les années qui suivent la conquête, la limite est mouvante entre les éléments du territoire qui relevaient du *concejo* et ceux qui appartenaient au souverain, à des collectivités ou à des particuliers. L'espace rural apparaît alors comme une espèce de mosaïque : les hameaux (*aldeas*) qui dépendaient d'autorités extérieures s'intercalaient entre celles du *concilium* ou *concejo* ¹⁰. Ce n'est que progressivement avec l'arrivée des colons que le territoire municipal (*terminus*) acquiert une certaine cohésion ; des achats, des donations, des échanges ou des plaids permettent progressivement d'unifier le territoire soumis à la législation du *concejo*.

Dans un premier temps, au cours du XI^e siècle, ces institutions municipales se développent dans des régions déprimées démographiquement et peu à peu peuplée par des groupes en provenance du Nord, dans un contexte de paix lié à la crise politique en Andalus — c'est l'époque des *taifas* (1031-1090), donc de l'éclatement du califat omeyyade de Cordoue en principautés autonomes et rivales. Ce droit local, qui se développa, grâce à l'action monarchique ¹¹, sous la forme des *fueros*, se généralisa,

⁷ Lacarra, « Les villes-frontières... », p. 208. Les *fueros* de la frontière comportaient des clauses spécifiques comme les autorisations d'absence liées aux possibilités de captivité en terre d'islam. Les diverses exemptions destinées à attirer les colons, pour exister dans toutes les régions d'Europe occidentale à l'époque, n'en étaient été pas moins ici exceptionnellement favorables (J. Gautier Dalché, « Formes et organisation de la vie rurale dans le "Fuero de Cuenca" », *AEM*, 12, 1982, pp. 149-165).

⁸ Salamanque par exemple exige la participation du tiers des chevaliers, Ávila, les deux tiers.

⁹ Voir C. Astarita, « Classe sociale, statut et pouvoir de la "caballería villana" de Castille. Une révision », *Le Moyen Âge*, 105/2, 1999, pp. 415-438.

¹⁰ Voir sur le *fuero* de Cuenca, H. Grassotti, « El proceso de formación del fuero de Cuenca (notas para su estudio) », *AEM*, 12, 1982, pp. 41-58 et J. Gautier Dalché, « Formes et organisation de la vie rurale dans le "Fuero de Cuenca" », *AEM*, 12, 1982, pp. 149-165.

¹¹ Les spécialistes ne sont pas d'accord sur l'origine des *fueros*. Certains historiens insistent sur l'origine royale des *fueros*, d'autres sur l'origine régionale plutôt que royale des lois municipales dans les différents royaumes de la péninsule Ibérique du XI^e siècle : Castille, Aragon León et Portugal (J. F. Powers, « The Creative Interaction between Portuguese and Leonese Municipal Military Law, 1055 to 1279 », *Speculum*, 62, 1, 1987, pp. 53-80). Cela est important pour l'interprétation du phénomène : soit il s'agit d'un processus d'organisation de l'espace monarchique dans le cadre d'une centralisation indéniable, soit d'un processus autonome de développement local dans un contexte de danger permanent en raison de la présence des armées musulmanes. Ces *fueros* ne feraient que confirmer un ensemble d'usages et de coutumes déjà existant, faisant clairement référence à la personnalité d'habitants déjà en place et établissant des normes contractuelles entre eux et le roi (cf. Villar García sur l'Estrémadure léonaise). Ainsi les chartes ne créeraient pas les municipes, mais elles

contribuant à diffuser dans tout le royaume un droit écrit qui put être accordé ou confirmé par n'importe quel seigneur, laïc ou ecclésiastique, qu'il soit évêque, abbé, roi ou comte ¹².

Or, en 1085, la conquête de Tolède par Alphonse VI de Castille-León remet en cause l'équilibre des relations entre chrétiens et musulmans dans la péninsule Ibérique et provoque l'intervention des Almoravides en Andalus et la mise en place, à cheval sur le Maghreb et la Péninsule, d'un empire dirigé par ces Berbères, originaires du Sahara. Les émirs almoravides lancent leurs troupes tous les ans à l'assaut des royaumes chrétiens du Nord à un moment où la monarchie castillano-léonaise traverse une des crises les plus graves de son histoire, avec la mort d'Alphonse VI sans héritier mâle en 1109. La concurrence des divers prétendants, la révolte des paysans et des villes du Nord contre une fiscalité seigneuriale croissante en période de repli défensif face à l'Islam ¹³, et, de manière générale, la crise du pouvoir central castillano-léonais, au début du XII^e siècle, laissent les *concejos* livrés à eux-mêmes.

Cela a de nombreuses répercussions : d'abord le renforcement militaire et politique des *caballeros villanos* d'Estrémadure qui, pouvant agir à leur guise, mettent à profit cette indépendance pour régulariser de manière définitive les chevauchées en terre d'Islam ; ensuite la frontière musulmane est abandonnée à la force militaire des municipes frontaliers dont l'activité permet au bout du compte le maintien du front au niveau du Tage ; ensuite, les institutions municipales doivent s'adapter aux circonstances militaires en raison du rang politique acquis par la *caballería villana* grâce au butin. On assiste ainsi à un processus de distinction juridique, entre guerriers et paysans, et fiscale, par exonération d'impôt et de service ¹⁴. Les privilèges concédés par les *fueros* ont ainsi plusieurs conséquences au cours du temps : ils remplissent d'abord leur objectif — attirer des colons et favoriser la défense autonome du territoire municipal —, mais rapidement, dès qu'une hiérarchie interne est apparue au sein des municipes, ils sont utilisés pour conserver et renforcer cette hiérarchie, économique et sociale ¹⁵.

codifieraient le lien que ceux-ci entretiendraient avec le roi. En fait, il semblerait qu'il y ait eu une conjonction des deux phénomènes, conjonction qui expliquerait le succès du développement des *fueros* et des *concejos*. Sur le localisme des normes juridiques, qui n'intéresse pas vraiment notre étude, voir l'étude de J. F. Powers : « Frontier Competition and Legal Creativity: A Castilian-Aragonese Case. Study based on Twelfth-Century Municipal Military Law », *Speculum*, 52, 1977, pp. 465-487 : l'auteur y démontre que les réglementations du service militaire dans les chartes de Castille et d'Aragon du XII^e siècle présentaient des similitudes malgré la frontière politique entre les deux États.

¹² Le même *fuero* put ainsi être octroyé à plusieurs localités. Le 24 mai 1222, par exemple, Ferdinand III accorda à Madrid le *fuero* qu'il venait d'accorder le même mois à Uceda, Ávila et Peñafiel, pour les services que ce *concejo* avait rendus à son aïeul Alphonse, à son grand-oncle (*auunculo*) Henri et à lui-même (Publ. J. González González, *Reinado y diplomas de Fernando III*, Cordoue, 1980, t. 2, n° 169, pp. 207-208).

¹³ Sur cette dynamique, l'ouvrage fondateur est la thèse de Pierre Bonnassie sur la Catalogne, *La Catalogne du milieu du X^e siècle à la fin du XI^e siècle : croissance et mutation d'une société*, 2 vols., Toulouse, Publications de l'Université de Toulouse, 1975.

¹⁴ L. M. Villar García, *La Extremadura castellanoleonesa. Guerreros, clérigos y campesinos (711-1252)*, Valladolid, 1986, p. 192.

¹⁵ James F. Powers insiste sur la fluidité de la structure sociale apparue à la frontière portugaise. Du côté castillan, ce n'est qu'en apparence, et en tout cas, uniquement dans un premier temps, que les *fueros* fonctionnent comme « ascenseur social ». En effet le *fuero* assure d'abord le maintien du statut de *caballero*, par prélèvement anticipé sur le butin pour réparer les dommages au cheval ou à l'armure, qui conditionnent institutionnellement l'appartenance à la classe privilégiée des *milites*, et, ensuite seulement, la rémunération des *peones*. Ceux-ci sont donc incités à devenir *caballeros*, certes, mais le mode de partage du butin favorise le cavalier, qui reçoit une part deux fois plus élevée que celle du fantassin, et rend donc difficile l'accession à la catégorie de *caballeros* pour les autres. Par ailleurs, la

Les préoccupations religieuses dans les *fueros*

Les *fueros* définissent les impôts, les exemptions, les privilèges, les activités militaires, mais parlent très peu de religion. C'est marginalement que l'on voit apparaître ces préoccupations. Certes les *fueros* de la frontière comportaient des clauses spécifiques comme les autorisations d'absence liées aux possibilités de captivité en terre d'islam¹⁶. C'est surtout dans les clauses concernant les captifs et le rachat des captifs que l'on voit apparaître les questions religieuses qui semblent en fait totalement subordonnées à l'intérêt vital du municpe. Par exemple, lorsqu'un personnage musulman important était capturé, le choix de l'échanger contre des prisonniers chrétiens en terre d'islam, de le vendre au roi contre 100 pièces d'or ou de l'exécuter, était du ressort du municpe. De même, le *fuero* de Cáceres, en 1230, prévoit une foire de 4 semaines par an, ouvertes aux chrétiens, aux juifs et aux musulmans, serfs et libres, en temps de paix et de guerre, en provenance des terres « musulmanes » ou chrétiennes¹⁷. Même si on ne sait pas quel fut le développement de cette foire, il est clair que ce n'étaient pas les considérations religieuses qui prévalaient, mais l'intérêt conjoncturel du municpe tel qu'en décidait le conseil municipal¹⁸.

Un élément complique l'interprétation que l'on peut faire du texte des *fueros*. Il s'agit de l'influence des structures ecclésiastiques dans la vie des municpes

militarisation des paysans fut limitée par l'imposition d'une contribution de remplacement (*qui non fuerit a fossado pectet pro foro V solidos pro fossadeira*). Seule l'existence d'une *llamada* ou *apellido* laisse supposer une activité militaire minimale de défense (L. M. Villar García, *La Extremadura castellanoleonesa...*, p. 240-242). Á. Barrios montre parfaitement que le butin, provenant des razzias et des incursions en territoire musulman, l'économie, de plus en plus centrée autour de l'exploitation pastorale des pâturages proches ou lointains, et les rentes, levées sur les *aldeas* de l'*alfoz*, se convertissent rapidement en « principales sources de richesse » du groupe dirigeant (Á. Barrios, *Estructuras agrarias y de poder en Castilla. El ejemplo de Ávila (1085-1230)*, 2 vols., Salamanca, 1984, t. 1, p. 183 et p. 200). Voir aussi Reyna Pastor de Togneri *et alii*, « Poblamiento, frontera y estructura agraria en Castilla la Nueva (1085-1230) », *CHE*, 47-48, 1968, pp. 171-256, p. 186 : l'auteur étudie l'évolution du peuplement et des incitations au peuplement dans 35 *fueros* et *cartas pueblas*, de 1102 (*fuero* de Aceca) à 1256 (*fuero breve* d'Atienza). Dès le début, la tendance était à l'exemption de charges pour attirer la population. Ces exemptions s'appliquaient de manière indéterminée à l'ensemble des colons, comme l'exemption de payer certains *portazgos*, ou seulement à certains individus (exemption temporaires, *mañería* pour 7 ans, ou *pecho* pour un an...). Pourtant, à partir des années 1170, les exemptions se firent moins fréquentes. L'échelle des exemptions se calqua sur celle de la fortune des colons et au début du XIII^e siècle la stratification était en place. Dans le *fuero* de Madrid de 1222, par exemple, quatre catégories d'habitants étaient reconnus.

¹⁶ J. M. Lacarra de Miguel, « Les villes-frontières dans l'Espagne des XI^e et XII^e siècles », *Le Moyen Âge*, 69, p. 205-222, p. 208 ; J. Gautier Dalché, « Formes et organisation de la vie rurale dans le "Fuero de Cuenca" », *AEM*, 12, 1982, pp. 149-165).

¹⁷ Cet exemple permet de prendre conscience de la difficulté à réduire les relations entre chrétienté et islam à de grandes catégories telles la tolérance, l'intolérance, la persécution, l'intégration... Cette polyphonie, en ce qui concerne les questions religieuses — violence des conflits, violence verbale des textes pontificaux, en même temps, normalité du commerce en temps de paix, ouverture du droit à la coexistence, y compris dans des régions dont on sait que les musulmans disparurent majoritairement au lendemain de la conquête chrétienne (en Castille et en León, mais pas en Aragon ou dans le Royaume de Valence) —, semble un trait caractéristique de l'histoire méditerranéenne. On peut rappeler par exemple que l'ordre de Santiago, qui s'est illustré dans sa lutte contre l'islam, possédait un régiment d'archers « maures » au début du XII^e siècle, alors que l'Ordre disposait malgré la protection pontificale.

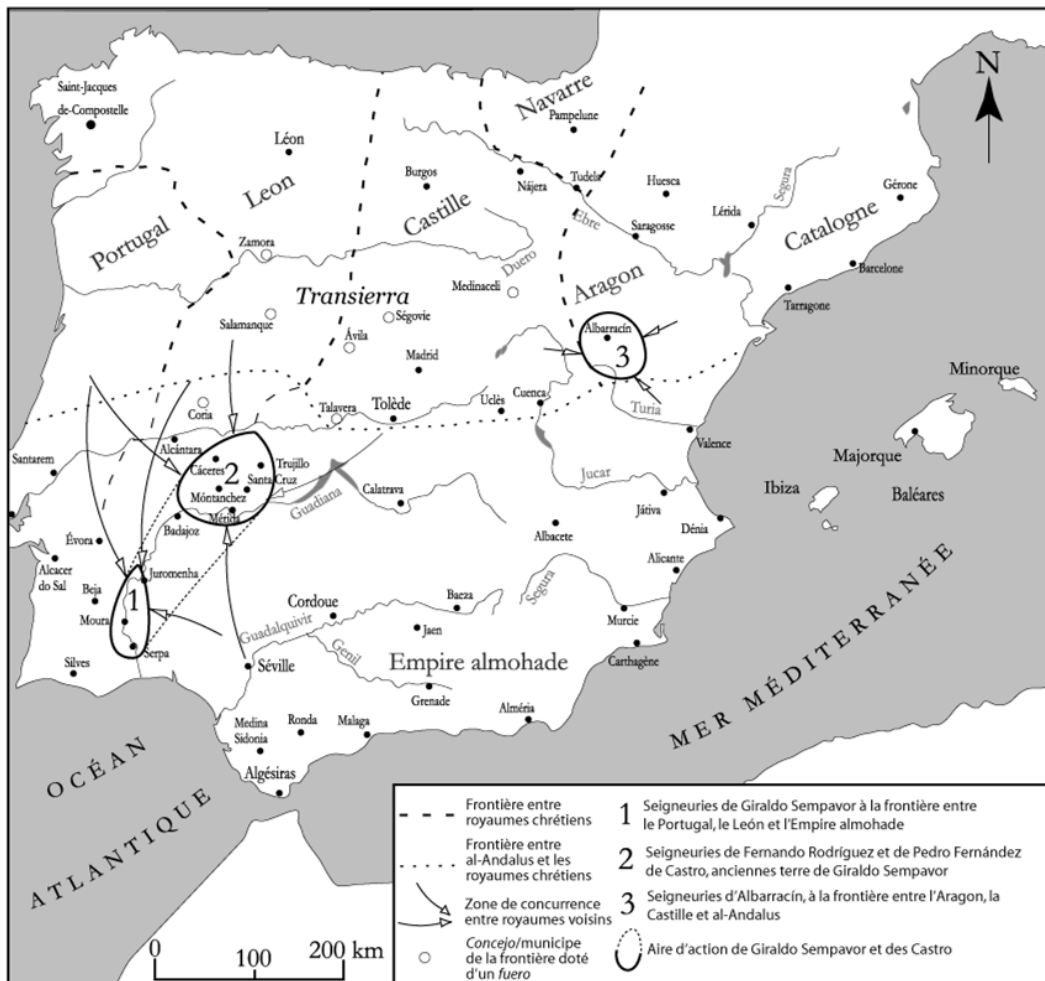
¹⁸ La prévalence de l'intérêt municipal sur les considérations religieuses apparaît à bien d'autres reprises, comme dans le *fuero* accordé à Uclès, à la fin du XII^e siècle : le peuplement y est ouvert aux *moros*, donc aux musulmans, en raison des problèmes démographiques des régions nouvellement conquises.

frontaliers. Après un XI^e siècle marqué, en ce qui concerne l'expansion chrétienne, par le phénomène des libertés municipales, le deuxième quart du XII^e siècle, à partir du début du règne personnel d'Alphonse VII (1127-1157), inaugure un processus de limitation progressive des libertés accordées, de réaffirmation du pouvoir monarchique et, simultanément, de renforcement de la cohésion et du dynamisme des *concejos*. En effet, sur le territoire des municipes, se développent des institutions disposant de privilèges, d'exemptions et de droits divers. Ces institutions concurrencent directement le monopole municipal. La mise en place de nouveaux diocèses, par exemple, l'arrivée d'un clergé frontalier étranger, composé essentiellement de Francs et le prélèvement des dîmes dans les églises de l'*alfoz* (le territoire municipal), réduisent la marge d'autonomie des chevaliers urbains.

En fait, après avoir suscité quelques réticences, le renforcement de la figure de l'évêque et la garantie de son autonomie par l'élection dans le collège cathédral accompagnèrent l'autonomie des guerriers développée par les communautés *concejiles* et lui donnèrent encore plus de poids ¹⁹. Les structures territoriales qui se développèrent ainsi sont très cohérentes et sont défendues très fermement par des hiérarchies ecclésiastiques et militaires, unies face aux tendances expansionnistes des autres *concejos*, des seigneuries laïques et ecclésiastiques voisines.

Ces hiérarchies, parallèles et solidaires, laïques et ecclésiastiques, trouvent dans l'institution de la *razzia* annuelle contre les musulmans d'al-Andalus le fondement de leur distinction fonctionnelle, économique et sociale. On peut rappeler à ce titre le rôle de plus en plus important joué par les autorités ecclésiastiques dans la préparation des expéditions et dans les cérémonies fêtant le retour victorieux des troupes — *Te Deum* et processions diverses unissant symboliquement le champ de la guerre et les louanges au Seigneur, les guerriers et les clercs, le butin et la gloire de Dieu.

¹⁹ Villar García, *La Extremadura castellanoleonesa...*, p. 187.



Les « Cid » de la frontière

Si des périodes de renforcement et de centralisation monarchiques ont déjà eu lieu (en Catalogne et en Castille à la fin du XI^e siècle), c'est dans la seconde moitié du XII^e siècle que le phénomène se généralise et s'intensifie dans l'ensemble des monarchies péninsulaires²⁰. Cette centralisation ne se fait pas sans blocage et sans réticence. Les troubles et les contestations nobiliaires qui accompagnent les minorités royales témoignent assez de l'attachement des barons à préserver leurs droits et leur

²⁰ Comme on vient de le voir, on a souvent présenté la frontière comme une « terre de liberté » pour les colons chrétiens, en se référant au droit de la frontière, aux *fueros* qui accordaient aux *concejos* des moyens de se défendre et de survivre dans un environnement hostile et qui offraient donc des conditions juridiques relativement favorables par rapport au reste de l'Occident chrétien à la même époque. Pourtant cette liberté peut être qualifiée d'une part de liberté « contrôlée » dans la mesure où c'est le souverain, et parfois les barons eux-mêmes, qui attribuaient ces *fueros*, d'autre part c'est une liberté « limitée » dans la mesure où ces chartes ne faisaient finalement rien d'autre que créer des seigneuries adaptées à un cadre municipal ; ces seigneuries « collectives » reproduisaient à un échelon inférieur les hiérarchies caractéristiques du féodalisme. Ainsi la liberté relative des *concejos* (et plus généralement de la société) de frontière, participe-t-elle dialectiquement au processus de centralisation monarchique, en particulier par l'élimination des barons comme intermédiaires obligés de l'exploitation territoriale.

indépendance. Que se passe-t-il à la frontière, avec l'Islam certes, mais aussi entre les différents royaumes de la péninsule Ibérique ? ²¹

Un examen rapide de l'évolution des donations royales en Castille au XII^e siècle révèle très clairement qu'une grande partie des territoires qui avaient été attribués dans un premier temps, sous Alphonse VI ou sous Alphonse VII, à de grands barons de l'entourage royal, furent, dans un second temps, redistribués aux ordres militaires. Ce processus révèle d'une part l'empirisme d'une colonisation qui tâtonnait, qui essayait diverses solutions pour réussir à enraciner les populations, à défendre les territoires et à les mettre en valeur, d'autre part la reprise en main par le monarque castillan des territoires dont il s'emparait à nouveau après un intermède musulman.²² La création de *concejos de realengo* participe du même mouvement : le roi, maître de la terre, se charge lui-même de la colonisation sans déléguer la tâche à un intermédiaire de la cour ²³.

La rupture constituée dans la région entre Tage et Sierra Morena par les reconquêtes almoravides (au début du XII^e siècle) facilita le processus, et se traduisit par la réorientation de la politique royale d'attribution des terres entre le début et la fin du XII^e siècle.²⁴ En effet, à partir du règne de Sanche III, et plus encore de celui d'Alphonse VIII, les bénéficiaires des faveurs royales se diversifient, avec l'apparition des ordres militaires pour les nécessités de la lutte contre l'Islam. Il est vraisemblable

²¹ On peut rappeler le contexte de « différenciation politique » à cette époque ; la différenciation à l'œuvre est le corollaire du renforcement des pouvoirs monarchiques dans un cadre « pré-national » : coalition catalano-aragonaise, Castille, León, Navarre, Portugal. Le Portugal est né justement au XII^e siècle et, à l'exception de courtes périodes, a perduré jusqu'à nos jours ; quant aux frontières entre León, Navarre, Castille, Aragon, elles trouvent leur prolongement dans les autonomies et les identités provinciales actuelles beaucoup plus fortes que celles qui prévalent par exemple en France parmi les 22 régions de l'Hexagone.

²² Cela est très clair dans cet acte du 7 novembre 1184 dans lequel Alphonse VIII donne à l'Ordre de l'Hôpital et à son prieur don Pedro de Areis un ensemble de biens à Beteta et Avia dans le territoire de Cuenca, dont certains avaient appartenu au comte Nuño : *insuper dono vobis vineas quas comes Nunius habebat in Avia, in butheca sua et in termino conchensi, prope serram Gevaltoro, iuxta vineam meam locum ad plantadas viginti arançadas vinearum* (publ. C. de Ayala et alii, *Libro de privilegios de la orden de San Juan de Jerusalén en Castilla y León (siglos XII-XV)*, Madrid, Editorial Complutense, 1995, n° 154, pp. 336-337).

²³ Le 3 novembre 1139, par exemple, Alphonse VII accorde à Oreja, tout juste conquise, un *fuero* à *omnibus illis qui ad idem castellum populandum venerint* (J. L. Martín Rodríguez, *Orígenes de la Orden Militar de Santiago (1170-1195)*, Barcelone, 1974 (dorénavant OOMS), n° 8, pp. 178-180. Parfois aussi, il est vrai que le roi fait appel à des intermédiaires. Ce fut le cas par exemple à Coïmbre, à la fin du XI^e siècle, comme en témoigne cette charte du 29 mai 1085 aux habitants de la ville portugaise, leur assurant la possession des terres qu'ils avaient peuplées à l'initiative de Sisnando Davidiz (confirmation du 22 avril 1093). On assiste dans ce document à des donations en chaîne : du roi à Sisnando Davidiz, de celui-ci aux colons. Ces dernières sont confirmées par le roi dans le texte : « Je vous confirme en droit héréditaire les terres, les vignes, les maisons mais aussi les *villas* que le grand comte donnus Sisnandus vous a données en tribut » (publ. A. Gamba, *Alfonso VI. Cancillería, curia e imperio*, t. 2, *Colección diplomática*, dir. J. M^a Fernández Catón, León, 1998 (« Fuentes y estudios de Historia leonesa », 63), n° 83, pp. 214-218 et n° 124, pp. 317-318).

²⁴ Ainsi, le 27 décembre 1151, le vassal du roi Alphonse VII, Rodrigo Rodríguez, reçut le château de Consuegra et toute la région environnante, soit pratiquement les deux tiers de ce qui allait composer le futur Campo de San Juan (ed. C. de Ayala, *Libro de Privilegios*, n° 64, pp. 217-219). En 1173, Consuegra appartenait toujours à ce noble, comme en témoigne la *convenientia* entre ce personnage et l'ordre de Calatrava (24 mars 1173) qui répartit le paiement des *portazgos* par les *recuas* en fonction de leur itinéraire (publ. González, *El reino de Castilla en la época de Alfonso VIII*, 3 vols., Madrid, CSIC, 1960, t. 2, n° 176, pp. 297-298). Cette répartition des *portazgos* est reprise lorsque les territoires possédés par Rodrigo Rodríguez passèrent à l'ordre de San Juan en 1183.

que l'objectif visé par le souverain fut double : renforcer les capacités de défense des zones frontalières et, en même temps, affaiblir les bases seigneuriales entre Tage et Sierra Morena, bien que le roi ait pourtant toujours réussi à y conserver une grande partie de ses prérogatives régaliennes : en effet la dévolution du droit public demeura toujours incomplète dans ces régions, la haute justice, le droit d'appel et le droit de faire « paix et guerre » échappant presque toujours aux seigneurs.²⁵

En réaction à ces tendances, des seigneuries apparaissent à la frontière pour compenser le manque relatif de terres dans les grandes familles seigneuriales, à un moment où les possibilités d'expansion étaient limitées par la puissance de l'empire almohade. C'est à travers la comparaison de trois principautés frontalières que nous avons choisi d'aborder la question des relations entre le pouvoir central monarchique et la périphérie frontalière. La destinée parallèle des trois fondateurs, la similitude de leurs stratégies de conservation du patrimoine, leur rôle dans la lutte contre l'Islam ou dans les conflits qui opposaient les royaumes chrétiens entre eux, la faveur dont ces seigneurs ont joui dans la cour des rois, malgré les retournements d'alliances dont ils étaient coutumiers et malgré leurs fréquents compromis avec l'« Infidèle », la postérité enfin que ces « héros » de la « Reconquista » eurent dans les textes invitent à s'interroger sur l'articulation de ces trajectoires individuelles, de ces histoires trois fois uniques, avec une causalité qui les englobe toutes trois, dans leurs similitudes et dans leurs diversités.

La tâche sanglante et épuisante de la conquête militaire et de la colonisation requérait des chefs égoïstes et déterminés. Comme le note Robert Bartlett, des figures de ce type émergèrent un peu partout en Europe aux XII^e et XIII^e siècles. C'était parfois des hommes sans soutien, mais souvent aussi des magnats déjà équipés et disposant de fidèles hommes d'armes. La troupe militaire était l'un des organismes sociaux de base de l'Europe médiévale. Il consistait en un groupe d'hommes combattants conduits par un seigneur, tenus par un serment, par la camaraderie et par l'intérêt personnel.²⁶ Le rêve de tout fantassin dans ces armées était d'être à cheval, d'opérer la transition du *peón-pedites* au *caballero-equites*. Un raid heureux pouvait être la clé de ce passage.²⁷ La terre était une récompense spéciale, moins fréquente que le butin, plus rare et plus appréciée. En effet, pour des hommes de guerre plus ou moins indépendants, la terre revêtait une importance capitale en tant que base arrière pour l'approvisionnement des troupes, zone de refuge en cas de péril et surtout sources de rentes et de légitimité. Malheureusement, les actes qui concernent les seigneuries éphémères que quelque acte de bravoure ou quelque acquisition « frontalière » a fait naître, ont le plus souvent disparu.

²⁵ Carlos Laliéna nuance en effet l'explication traditionnelle qui rattache l'évolution des donations monarchiques uniquement aux possibilités militaires offertes par les ordres militaires pour défendre des zones peu accueillantes. En effet il considère qu'il s'agit plutôt d'une initiative visant à limiter la castralisation des nobles de la frontière et à maintenir l'hégémonie du souverain sur une élite seigneuriale qui changeait très vite (C. Laliéna Corbera, « Castillos y Territorios castrales en el valle del Ebro en el siglo XII », *La Fortaleza medieval. Realidad y símbolo*, éd. J. A. Barrio Barrio et J. V. Cabezuelo Pliago, Murcie, 1998, pp. 31-45, pp. 34, 36, 40).

²⁶ R. Bartlett, *The Making of Europe. Conquest, Colonization and Cultural Change. 950-1350*, Londres, Penguin Press, 1993, p. 33. Il n'est pas évident dans la péninsule Ibérique que ces groupes aient trouvé leur origine dans les bandes armées germaniques ou romaines comme l'auteur anglo-saxon l'affirme pour le reste de l'Europe.

²⁷ La *Chanson du Cid* raconte qu'après la prise de Valence ceux qui avaient combattu à pied étaient devenus chevaliers (Bartlett, *Making of Europe*, p. 45).

Nous avons ainsi peu de documents sur les seigneuries indépendantes fondées après le milieu du XII^e siècle par Giraldo Sempavor en Estrémadure, par Fernando Rodríguez « el Castellano » autour de Trujillo ou par Pedro Ruiz de Azagra à Albarracín, aussi ne savons-nous pas s'il y eut de la part des fondateurs des donations en cascade, des récompenses en biens ou en terres pour leurs fidèles. Dans tous les cas, on observe un cycle dynamique entre le butin, les dons, le recrutement et la réputation. Incontestablement les vies de ces trois chefs de guerre s'inscrivent parfaitement dans ce cycle dynamique, même si n'insister que sur ces points risquent de nous masquer l'essentiel : le refus du pouvoir monarchique tel qu'il est en train de se mettre en place.

Giraldo Sempavor, le « Cid portugais »

La geste de Giraldo Sempavor a fait l'objet d'une étude de David Lopes en 1941 qui recensait toutes les sources dont nous disposons sur ce personnage²⁸. À l'exception de quelques mentions éparses dans la *Chronica Gothorum*, dans le *Chronicon Lamecense*, dans le *Chronicon Conimbricense*²⁹ et dans la *Chronique latine des rois de Castille*³⁰, l'essentiel des textes provient des chroniqueurs de langue arabe Ibn Sâhib al-Salâ³¹, Ibn 'Idhârî³² et al-Baydhaq³³.

Désigné comme un voleur par la *Chronica Gothorum*, Giraldo s'empara de Béja (1162 ou 1172), de Trujillo, d'Évora et de Cáceres en 1165, puis de Montánchez, de Serpa et de Juromenha (1166)³⁴. Toutes ces places, situées dans la région de Badajoz (*Batalyûs*) à la frontière entre le Portugal, le León et al-Andalus, ne laissent aucun doute sur les intentions du « Cid » portugais. En 1169, le roi du Portugal accompagna d'ailleurs ce puissant chef de guerre pour le siège de Badajoz³⁵. Or le roi de León considérait que cette zone lui appartenait en vertu de l'accord passé avec Sanche III

²⁸ D. Lopes, « O Cid português : Geraldo Sempavor. Novas fontes árabes sobre os seus feitos e morte », *Revista portuguesa de História*, 1, 1941, pp. 93-109.

²⁹ « *Chronica Gothorum* », *Portugaliæ Monumenta Historica Scriptores (PMHS)*, pp. 15-16 ; « *Chronicon Lamecense* » (PMHS, p. 20) ; « *Chronicon Conimbricense* » (PMHS, p. 22).

³⁰ *Crónica Latina de los Reyes de Castilla*, éd. y trad. Luis Charlo Brea, Cadix, 1984 (CLRC), p. 11.

³¹ Ibn Sâhib al-Salâ, *Al-mann bi-l-Imâma*, éd. 'A. al-H. al-Tâzî, Beyrouth, Dâr al-Garb al-Islâmî, 1987 ; trad. esp. par A. Huici Miranda, Valence (Textos Medievales, 24), 1969.

³² Ibn 'Idhârî, *Al-Bayân al-Mugrib fî ajbâr al-Andalus wa-l-Magrib*, (partie almohade) éd. A. Huici Miranda, M. Ibn Tâwîr et M. Ibrâhîm al-Kîttânî, Tétouan, 1963 ; éd. I. 'Abbâs, t. 4, Beyrouth, 1983 ; éd. M. Ibn Tâwîr, M. Ibrâhîm al-Kîttânî, M. Znaybar, A.-al-Q. Zamâma, Beyrouth, Dâr al-Garb al-Islâmî, 1985 ; trad. A. Huici Miranda, *Colección de crónicas árabes de la reconquista*, t. 2, Tétouan, 1953 ; trad. A. Huici Miranda, 2 vols., Valence (Textos Medievales, 8), 1963.

³³ Al-Baydhaq, *Kitâb akhbâr al-Mahdî Ibn Tûmart wa-bidâyat dawlat al-muwahhidîn*, *Documents inédits d'histoire almohade. Fragments manuscrits du legajo 1919 du fonds arabe de l'Escorial*, publ., trad. et introd. É. Lévi-Provençal, Paris, Geuthner, 1928.

³⁴ Ibn Sâhib al-Salâ, *al-Mann*, éd. pp. 288-290, trad. pp. 137-138 et Ibn 'Idhârî, *Bayân*, Beyrouth, 1985, pp. 104, trad. Valence, 1963, pp. 403-404 : ces auteurs décrivent les méthodes d'attaque peu communes de Giraldo Sempavor (attaques de nuit, par surprise, les jours de pluie : prise de Béja (22 dhû l-hiyya 557/2 décembre 1162), de Trujillo (yumâda II 560/avril-mai 1165), d'Évora qu'il vend aux chrétiens (Dhû l-qa'da 560/septembre 1165), de Cáceres (*sifr* 561/décembre 1165), puis de Serpa, du château de Montánchez (Yumâda 561/avril 1166), conquête par trahison du château de Jurumeña près de Badajoz où il installe son quartier général). Le *Bayân* affirme quant à lui que la prise de Béja par les chrétiens eut lieu en 1172 : la ville aurait été prise par surprise parce que le *qâ'id* de la ville, 'Umar b. Sahnûn, refusait de payer à la sentinelle son *qirat* (sa monnaie) pour la veille de nuit (*Bayân*, Tétouan, 1963, p. 100, *Bayân*, Beyrouth, 1985, p. 127, trad. Tétouan, 1953, p. 8).

³⁵ Sur le siège de Badajoz, voir A. Huici, *Historia política del Imperio almohade*, 2 vols. Tétouan, 1956-1959, t. 1, pp. 234-237.

de Castille en 1158 à Sahagún ³⁶ ; il courut donc à la rescousse de la ville *extremeña*. Afonso Enriques et Giraldo furent faits prisonniers ³⁷. Le premier dut jurer de renoncer définitivement à la conquête de Badajoz et le second dut rendre les places conquises : Trujillo et Montánchez revinrent aux Léonais, Serpa et Badajoz aux Almohades. On ne sait pas ce qu'il advint de Juromenha, mais Giraldo semble avoir pu recomposer ses forces et de cette place, il renouvela ses attaques contre Badajoz. À l'automne 1170, *Batalyûs* courut à nouveau le risque d'être conquise par Giraldo ou par Ferdinand II qui se dirigeait aussi vers la ville. Le *sayyid* Abû Hafs, frère du calife, lança alors une contre-offensive, Ferdinand II se retira et les Almohades réussirent à expulser Giraldo de Juromenha où il avait trouvé refuge. Le chef de guerre portugais s'installa alors à Lobón sur la route qui unit Badajoz à Séville dans l'espoir d'intercepter de là les convois d'armes et de vivres qui approvisionnaient la ville. En 1172, comme dix ans plus tôt, il renouvela ses attaques contre Beja qu'il détruisit.

Pourtant, après la mort d'Ibn Mardanîsh en 1171 et la soumission de ses fils à Yûsuf Abû Ya'qûb, la puissance almohade commençait à inquiéter. Aussi le tuteur d'Alphonse VIII, le comte Nuño de Lara, réclama-t-il la signature de trêves, de même qu'Afonso Enriques qui envoya ses ambassadeurs à Séville. En octobre 1173, après deux mois de négociations, les trêves furent signées pour cinq ans. Giraldo Sempavor, isolé et sans appui du côté chrétien, décida de se mettre au service du calife avec trois cent cinquante hommes ³⁸. Il s'établit à Séville où il résida jusqu'en 1176, puis il accompagna le souverain almohade au Maroc. Il fut condamné à mort pour trahison parce qu'il avait invité par lettre le roi de Portugal, son ancien souverain Afonso Enriques, à tenter un débarquement au Maroc, malgré la fidélité qu'il devait au souverain almohade ³⁹.

Dans le cadre des trois exemples que nous présentons, le cas de Giraldo présente quelques spécificités. D'abord Giraldo ne semble pas avoir été de haute extraction ; en tous cas, aucune source ne lui attribue d'ascendance prestigieuse.⁴⁰ Il semblerait ainsi que, dans un premier temps, il n'ait dû sa fortune qu'au métier des armes dans lequel il s'est distingué. Ensuite le service qu'il prêta fidèlement au roi de Portugal lui attira les faveurs du souverain. Pourtant, le fait qu'Afonso Enriques ne lui ait pas accordé de terres et qu'au moment des trêves entre le Portugal et l'empire almohade, Giraldo ait préféré se mettre au service du calife plutôt que d'abandonner, même temporairement la guerre, tendrait à prouver que l'enracinement dans une terre du royaume ne l'intéressait pas et qu'il préférait conserver une marge de manœuvre qui lui permette de jouer d'un souverain contre l'autre.

³⁶ Publ. González, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 44, pp. 79-82.

³⁷ Ibn Sâhib al-Salâ, *al-Mann*, p. 296 ; trad. pp. 144-145 ; Ibn 'Idhârî, *Bayân*, Beyrouth, 1985, p. 106 ; trad. Valence, 1963, p. 408.

³⁸ Huici, *Historia del Imperio almohade*, t. 1, p. 270.

³⁹ Ibn 'Idhârî affirme qu'il fut enfermé par le calife et exécuté à Siyilmâsa en 569/1173-1174 (*Bayân*, Beyrouth, 1985, p. 130, trad. pp. 13-14) ; voir aussi al-Baydhaq, *Akhbâr al-Mahdî*, p. 127, trad. Lévi-Provençal, *Documents inédits d'histoire almohade*, p. 216 : la date donnée par al-Baydhaq est erronée puisqu'en 1169, Giraldo, que l'auteur appelle Garando, se trouvait dans la Péninsule en train d'assiéger Badajoz (cf. Ibn Sâhib al-Salâ, *Mann*, p. 311, trad. p. 154).

⁴⁰ C'est là probablement une des raisons pour lesquelles la *Chronica Gothorum* désigne ses compagnons d'armes comme des voleurs (*latrones*).

Fernando Rodríguez le Castillan et son fils Pedro Fernández de Castro

Si l'on ne sait rien des origines du « Cid portugais », en revanche Fernando Rodríguez et son fils Pedro Fernández appartenaient à la grande famille castillano-léonaise des Castro. Les noms de ces deux personnages, qui firent de l'alliance avec les Almohades une « spécialité » familiale, apparaissent tout au long de l'histoire de la Castille et du León, de l'ordre de Santiago ou de l'Estrémadure dans la seconde moitié du XII^e siècle. Leur signature au bas des chartes royales témoignent de leur situation privilégiée dans la société chrétienne et la place que leur accordent les chroniques musulmanes atteste le rôle qu'ils jouèrent à la cour des souverains musulmans.

C'est à la fin des années 1160 que commença l'histoire des relations de la famille des Castro avec l'Empire almohade. Pourtant il faut remonter à 1158 pour comprendre ce qui put pousser des membres d'une aussi grande famille à s'engager du côté musulman. Avant de mourir, Sanche III de Castille confia la tutelle de son jeune fils, le futur Alphonse VIII, à Gutierre Fernández de Castro, qui, pour éviter toute discorde, céda cette charge à García de Aza, un noble lié à la famille des Lara. La guerre qui se déclencha entre les deux familles tourna à l'avantage des Lara qui monopolisèrent la régence du royaume jusqu'à la majorité d'Alphonse VIII en 1166. Désavoués ⁴¹, Ferdinand Rodríguez, ses frères et leurs alliés se présentèrent à la cour de Yûsuf Abû Ya'qûb à Séville comme le rapporte Ibn Sâhib al-Salâ, dans le *Mann* :

« En l'année 563 [oct. 1167-oct. 1168], le chef chrétien Ferdinand, seigneur de Trujillo, célèbre entre les chrétiens pour son lignage et sa valeur, parent par alliance d'Alphonse, le petit roi, seigneur de Tolède, arriva à Séville au mois de *ramadân*, lui et ses frères, avec le désir d'entrer au service de l'*amîr al-mu'minîn*, fils de l'*amîr al-mu'minîn*, et d'abandonner la compagnie des infidèles [...] il demeura dans la capitale illustre cinq mois sous les bannières du pouvoir éminent [...] il s'islamisa presque et promit à Dieu d'être un fidèle conseiller du pouvoir [almohade] avec la plus grande loyauté ; il se soumit et garantit qu'il ne razzierait pas le pays des Almohades et qu'il serait pour eux un soutien et un allié des musulmans [...] le pouvoir suprême ordonna de leur faire des donations à lui et ses frères tous les mois, en compagnie des Almohades, comme cela se fit. Cette année, aussi, son parent par alliance, Fernando el Baboso, fils d'Alphonse, connu comme le petit roi, seigneur de Ciudad Rodrigo, après que celle-ci fut édifîée, fit lui aussi la paix. Il émit le souhait de prêter main forte aux Almohades en les aidant avec son armée contre ses ennemis. Il expliqua qu'entre lui et le comte Nuño [de Lara], tuteur de son neveu, Alfonso le petit, seigneur de Tolède [Alphonse VIII, neveu de Fernando II de León], il y avait de continuelles luttes pour les frontières de leurs royaumes, et il confirma son désir, par la paix, d'obtenir l'aide d'une troupe almohade, qui serait envoyée à Ciudad Rodrigo pour combattre avec lui contre le comte Nuño. » ⁴²

Au cours des années suivantes, Ferdinand Rodríguez le Castillan dut partager son temps entre la cour du souverain almohade et celle du roi léonais puisque sa présence est attestée dans cette dernière où il confirme une charte de Ferdinand II le 16 juin 1171 ⁴³. Ensuite, pendant quelques années, son nom n'apparut plus au bas des chartes léonaises parce qu'après la rupture des trêves entre les Almohades et le

⁴¹ C'est à l'issue du synode de Ségovie de 1166 que Ferdinand Rodríguez de Castro, qui contrôlait la ville de Tolède pour Ferdinand II de León depuis 1158, prit la décision d'aller à la cour du souverain almohade (P. Linehan, « The synod of Segovia (1166) », *Bulletin of Medieval Canon Law, New Series*, 10, Berkeley, 1980, pp. 31-40 ; rééd. dans *Spanish Church and Society. 1150-1300*, Londres, Variorum Reprints, 1983).

⁴² Ibn Sâhib al Salâ, *al-Mann*, éd. pp. 284-285, trad. pp. 135-136.

⁴³ OOMS, n° 46, p. 219.

León, il dut choisir le camp musulman ⁴⁴. Ce choix est d'autant plus étonnant que le roi de León lui avait donné en mariage sa fille doña Stephania dont il avait eu au moins un fils : Pedro Fernández « homme très puissant.⁴⁵ » Une tentative de rapprochement avec la Castille semble en outre avoir eu lieu à la fin des années 1170 : en effet, à partir du 9 septembre 1179, on voit Ferdinand Rodríguez confirmer des chartes royales d'Alphonse VIII, même si ce n'est qu'à partir du 13 janvier 1180 que la précision de *Turgello* complète son nom sur les documents.⁴⁶ Jusqu'au 15 janvier 1181, on le voit jouer un rôle important dans la société castillane⁴⁷, mais ensuite Ferdinand Rodríguez ne paraît plus avoir participé à la *curia regis*. En revanche, il retrouva sa place dans la cour de Ferdinand II de León qui lui donna des terres en Asturies. Il confirma des actes royaux le 30 mars 1181⁴⁸, le 25 juillet 1182⁴⁹ et le 22 février 1184 pendant le siège de Cáceres où il est dit *dominans in Asturiis*.⁵⁰

À partir de 1184, Fernando Rodríguez de Castro se rapprocha des ordres du Temple et surtout de Santiago auquel il donna, pour la rémission de ses péchés, une propriété qu'il venait d'acheter et tout ce qu'il possédait dans le Campo de Toro.⁵¹ Il semblerait que Ferdinand Rodríguez ait pu se maintenir à Trujillo face à Alphonse VIII grâce à l'appui léonais, mais, à la fin de sa vie, il dut céder ses territoires au monarque castillan, après avoir vainement essayé de maintenir son indépendance en rentrant dans l'ordre de Santiago qui s'imposa ainsi dans la région de Trujillo. En effet, trois ans après sa mort, le 11 décembre 1188, son fils Pedro Fernández confirma les donations que son père avait faites à l'ordre de Santiago *in quo ordini ipse frater fuit*.⁵² Pedro Fernández entretint lui aussi des liens étroits avec Santiago : le 15 août 1189, il établit son testament en faveur de l'Ordre au cas où il mourrait sans descendance et lui accorda les châteaux de Montánchez, Santa Cruz, Zuferola, Montfrag, Solana et Penna Falcon, ainsi que son « épée courte. »⁵³

Pedro Fernández reprit aussi la tradition paternelle de l'alliance avec les Almohades. Tant les sources chrétiennes que musulmanes confirment sa présence aux côtés des Almohades à Alarcos. C'est lui qui aurait intercédé en faveur des assiégés chrétiens présents dans le château d'Alarcos. À cette occasion, Ibn 'Idhârî le désigne du terme péjoratif de *la'în* (le « maudit ») qui laisse supposer une trahison

⁴⁴ Lucas de Tuy évoque en effet l'attaque de la ville nouvelle de Ciudad Rodrigo par les Sarrasins et par leur allié castillan, « homme noble et très puissant » (*Chronicon mundi*, éd. A. Schott, *Hispaniæ illustratæ sev urbium rerumque hispanicarum academiæ...*, t. 4, Anvers, 1608, pp. 1-116, p. 106 ; *Crónica de España*, éd. J. Puyol de la version romance du *Chronicon Mundi*, Madrid, 1926, ch. 83, p. 403.

⁴⁵ Lucas de Tuy, *Chronicon mundi*, éd. Schott, p. 106, éd. Puyol, ch. 83, p. 404. On ne connaît pas la date de cette union.

⁴⁶ Miguel Ángel Ladero Quesada affirme que le retour de Ferdinand Rodríguez de Castro et de ses parents eut lieu à l'automne 1178 (*La Reconquista y el proceso de diferenciación política (1035-1217)*, vol. 9 de l'*Historia de España Menéndez Pidal*, Madrid, Espasa Calpe, 1998, p. 480).

⁴⁷ Il confirme en particulier un accord passé par le maître de Calatrava avec Tello Pérez de Meneses le 3 janvier 1181 : il est alors désigné comme *tenente Talavera et Trujello* (*Bulario de la Orden Militar de Calatrava*, éd. I. J. de Ortega y Cotes ; J. F. Álvarez de Baquedano ; P. de Ortega Zúñiga, Madrid, 1761, rééd. facsimile, Barcelone, el Albir, 1981 (BOMC), écrit. 15, p. 16). Le fait qu'il soit *tenente* de Talavera prouve qu'il bénéficiait à cette date de la confiance du roi de Castille.

⁴⁸ OOMS, n° 122, pp. 305-308.

⁴⁹ OOMS, n° 143, pp. 329-331.

⁵⁰ OOMS, n° 159, p. 342-343.

⁵¹ OOMS, n° 172, p. 354 et n° 173, p. 355.

⁵² OOMS, n° 248, pp. 423-424.

⁵³ Voir J. L. Martín, OOMS, p. 105.

postérieure.⁵⁴ Pourtant, au lendemain de la bataille de Las Navas de Tolosa, la Castille et le León signent la paix et s'engagent à ne pas recevoir Pedro Fernández.⁵⁵ La *Chronique latine des rois de Castille* affirme quant à elle que Pedro Fernández le « Castillan » mourut au Maroc, quelques jours avant Alphonse VIII.⁵⁶ Selon la même source, un des fils de Pedro Fernández, Alvar Pérez, qui avait renoncé à l'amitié des Maures et qui s'était fait vassal de Ferdinand III, aurait reçu les châteaux de Martos, Jaén et Andújar des mains du roi.⁵⁷ Cette information est confirmée par une charte de 1235, dans laquelle le *concejo* d'Andújar donne à l'ordre de Calatrava une propriété à Villar de las Caleras. La charte mentionne que l'*Alcayad danduiar* était à cette date *don Alvar perez fio de Don Pedro ferrandez el Castellano*.⁵⁸ À la différence de Giraldo Sempavor qui entra sur la scène de l'histoire avec ses conquêtes en Estrémadure et qui en sortit avec sa mort, Ferdinand Rodríguez le « Castillan » et son fils Pedro Fernández laissèrent un patrimoine et un nom noble dont héritèrent leurs descendants, puissants et riches.⁵⁹

Pedro Ruiz de Azagra et la seigneurie d'Albarracín

Il serait beaucoup trop long de faire ici une rétrospective de la destinée de la seigneurie de Santa María de Albarracín. Elle a d'ailleurs déjà fait l'objet d'une histoire en quatre tomes dirigée par Martín Almagro.⁶⁰ Il faut rattacher la mise en place de la seigneurie d'Albarracín à l'épopée d'Ibn Mardanîsh qui semble avoir cédé entre 1166 et 1168 le domaine d'Albarracín à Pedro Ruiz de Azagra dans le but de couvrir son flanc septentrional face à l'Aragon. L'indépendance des seigneurs d'Azagra se manifesta très rapidement par le refus de reconnaître la souveraineté aragonaise tant d'un point de vue politique que religieux puisque l'évêque d'Albarracín refusa de se soumettre au métropolitain de Saragosse. Don Pedro Ruiz de Azagra, par une habile politique entre l'Aragon et la Castille, réussit non seulement à maintenir son indépendance, mais aussi à augmenter ses possessions et à les transmettre à ses descendants et successeurs. Contre le roi d'Aragon et contre l'évêque de Saragosse, Pedro Ruiz de Azagra s'appuyait non seulement sur la Navarre, mais aussi sur

⁵⁴ Ibn 'Idhârî, *Bayân*, Tétouan, 1963, p. 195, *Bayân*, Beyrouth, 1985, p. 220, trad. Tétouan, 1953, p. 188. Le rôle de conseiller joué par Pedro Fernández de Castro aux côtés du souverain almohade est confirmé par Lucas de Tuy, *Chronicon mundi*, éd. Schott, p. 108, éd. Puyol, ch. 83, p. 407 : *Erat tunc cum rege Barbaro Petrus Fernandi de Castella potentissimus miles, cuius consilio rex barbarus eo tempore se regebat.*

⁵⁵ CLRC, p. 37 : *Firmata igitur tunc pace inter reges mediante Didaco, expulso et Petro Fernandi de utroque regno, rex Legionis debuit intrare in terram Maurorum ex parte sua : quod factum est.*

⁵⁶ CLRC, p. 41.

⁵⁷ CLRC, p. 67.

⁵⁸ Real Academia de la Historia (RAH), Colección Salazar y Castro, 9/611 (I 37), fol. 226-227.

⁵⁹ Le 15 mai 1239, Alvar Perez fils de Pedro Fernández le « Castillan » et de Chimène, fille du comte don Gomez le « Castillan », vend pour 7000 maravedis alphonsins ses propriétés de Paredes de Nava au León (Archivo Histórico Nacional (AHN), OOMM, carp. 458, n° 95 ; AHN, cod. 1342, n° 185 ; RAH, Colección Salazar y Castro, 9/611 (I-37), fol. 245v-247 ; publ. R. Menéndez Pidal, *Documentos lingüísticos de España*, t. 1, *Reino de Castilla*, Madrid, 1919 (DLE), n° 279, p. 377). Le 10 novembre 1241, Pedro Martínez, fils de Martín Fernández et petit-fils de Ferdinand Rodríguez le « Castillan » donna tous les biens qu'il avait à Tejonar en Navarre à l'ordre de Calatrava (AHN, OOMM, Carp. 459, n° 101 ; Colección Salazar y Castro, 9/813 (M-6), fol. 153 ; publ. DLE, n° 280, p. 379). Le 10 février 1243 enfin, la fille de Pedro Fernández le « Castillan », la comtesse (Ro ?) participait à une *convenientia* (AHN, OOMM, Uclés, carp. 16/1, n° 4).

⁶⁰ Le volume 1 et 2 portant sur *Albarracín Musulmán* a été conçu par Jacinto Bosch Vila. L'histoire d'Albarracín sous la dynastie chrétienne des Azagra a été écrite par M. Almagro, *El señorío de Albarracín, desde su fundación hasta la muerte de don Fernando Ruiz de Azagra*, Teruel, 1959, t. 3, pp. 5-145, qui édite en fin d'ouvrage de nombreuses chartes portant sur cette période.

l'archevêque de Tolède, Cerebrun. Cette politique fut couronnée de succès puisqu'en 1172 Cerebrun consacra Martín comme évêque de Santa María de Albarracín et rattacha ainsi le siège épiscopal de la ville à Tolède.

Fernando Ruiz (1186-1196), le dernier fils de la famille de Rodrigo Pérez de Azagra, succéda à son frère Pedro Ruiz. Il fut alors contraint de faire amende honorable auprès d'Alphonse II d'Aragon : il lui prêta hommage et promit de lui remettre le château de Santa María de Albarracín et de devenir, deux ans plus tard, son vassal, si le roi l'exigeait.⁶¹ Il essaya de compenser cette dépendance à l'égard de l'Aragonais par une étroite alliance avec l'ordre de Santiago dont il fit son héritier testamentaire (21 juillet 1190).⁶² En juin 1192, dans un nouveau document, Fernando Ruiz concéda aux Santiaguistes, pour après sa mort, le château d'Albarracín à condition que *jamais ils ne le vendent ou ne le donnent à aucun roi* et que jamais ils n'y introduisent quiconque ne ferait pas partie de l'Ordre. Le reste des biens meubles et du bétail d'Albarracín était légué à son fils Pedro Fernández, mais l'Ordre devait assurer la tutelle de ces biens jusqu'à ce que Pedro eût atteint 21 ans.⁶³ Le 22 juillet 1193, deux nouveaux testaments complexes furent rédigés qui assuraient l'indépendance de la seigneurie d'Albarracín en la faisant entrer dans le patrimoine santiaguiste et l'héritage de ses deux fils - appelés tous deux Pedro Fernández ! -, grâce à l'appui de l'Ordre. Son fils légitime, Pedro I, obtenait Huélamo et tous les biens de son père ; la tutelle de Santiago devait durer jusqu'à ce qu'il eût 20 ans. S'il mourait avant, ses biens devaient passer à l'autre fils de Fernando, Pedro II, *quo est in Hucles*. Fernando Ruiz était alors malade : il était donc naturel qu'une fois guéri, il fit un quatrième testament (29 décembre 1194)⁶⁴ : cette fois, toute la seigneurie d'Albarracín devait revenir à son fils Pedro I (Pedro II n'est plus mentionné).

Au lendemain de la défaite castillane d'Alarcos (1195), Alphonse VIII reçut l'aide du souverain d'Aragon, même s'il dut, comme c'était la coutume entre eux, payer les soldes des chevaliers envoyés, parmi lesquels Fernando Ruiz de Azagra. Ces troupes devaient assurer la défense de la Castille face aux attaques almohades, mais le départ du calife et la bulle d'excommunication lancée par Célestin III contre Alphonse IX et contre Pedro Fernández de Castro (1196)⁶⁵, détournèrent l'armée castellano-aragonaise de son objectif initial pour la diriger contre le León.⁶⁶ Fernando Ruiz dut mourir en 1196 et Albarracín maintint son indépendance aux mains des Santiaguistes jusqu'à la majorité de Pedro Fernández de Azagra (1196-1246), qui obtint de Pierre II d'Aragon en 1211 l'autorisation de remettre Albarracín à l'ordre de Santiago pour accomplir la volonté de son père. Il conserva pourtant sa seigneurie jusqu'à la fin de sa vie et la transmit à son fils, Alvaro Pérez de Azagra, le quatrième souverain d'Albarracín.

Conclusion

À plus d'un titre ces exemples sont parallèles. On assiste à la constitution, par la force des armes, d'une base territoriale en situation frontalière entre deux royaumes

⁶¹ Publ. González, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 487, pp. 837-839.

⁶² Publ. Almagro, *Señorío de Albarracín*, p. 133-134.

⁶³ OOMS, n° 282, pp. 453-454.

⁶⁴ OOMS, n° 303, pp. 472-473.

⁶⁵ Publ. par Fidel Fita, « Noticias », *Boletín de la Real Academia de la Historia*, 11, 1887, p. 456-458.

⁶⁶ CLRC, p. 18.

chrétiens. Les fondateurs, des chefs militaires charismatiques en rupture de ban avec leur patrie d'origine, restent fidèles à leur religion, malgré leur alliance avec les pouvoirs musulmans. À des échelles variées, ces « caïds » ont fait l'objet d'une légende de leur vivant ou après leur mort, même si aucune n'a eu la destinée de la geste cidienne de l'*hidalgo* Rodrigo Díaz de Vivar. Jouant des rivalités entre les différents royaumes chrétiens, ces seigneurs de la guerre mettaient à profit l'instabilité des régions récemment conquises sur l'Islam pour créer de petites principautés organisées autour de quelques places ou villes fortes. Quelle qu'ait pu être la durée de leur alliance avec les Almohades, ces principautés revinrent dans les giron castillan, léonais ou aragonais à la fin de la vie de leur fondateur ou pendant celle de leurs descendants. On ne peut, en outre, qu'être frappé par la continuité de l'entité territoriale mise en place par Giraldo Sempavor dans les années 1160 et récupérée par Ferdinand Rodríguez de Castro le « Castillan » après l'échec du siège de Badajoz par le chef portugais, aidé pour l'occasion par son souverain Afonso Enriques. En effet, à la mi-juin 1196, lorsque le calife almohade al-Mansûr marcha sur l'Estrémadure, les places qui avaient appartenu à Pedro Fernández de Castro (Santa Cruz, Montánchez et Trujillo) se rendirent sans difficulté. Alors que Plasencia fut rasée et que ses défenseurs furent faits prisonniers, les anciennes possessions de Pedro de Castro furent préservées, la continuité territoriale de ces seigneuries frontalières étant assurée.

Il convient pourtant d'insister sur un point commun à toutes ces trajectoires : à aucun moment il n'est question de conversion. Certes, le texte d'Ibn Sâhib al-Salâ affirme - mais ne s'agit-il pas d'une précision rhétorique ? -, que Ferdinand Rodríguez de Castro « s'islamisa presque » (*hattâ kâda an yuslim*) ; pourtant ni les musulmans, ni les chrétiens ne semblent avoir éprouvé la nécessité de changer de religion en changeant de maîtres, comme si les choix politiques restaient encore au milieu et à la fin du XII^e siècle indépendants de la foi.

José Luis Martín dans son ouvrage sur *Los orígenes de la Orden de Santiago* relie à juste titre les alliances recherchées par ces seigneurs de la frontière à l'accroissement du pouvoir monarchique à l'époque.⁶⁷ On pourrait aller plus loin : plus que les alliances, c'est l'existence même de ces nobles en rupture de ban qui est liée à l'affirmation du pouvoir royal et à la différenciation politique à l'œuvre dans les différentes régions chrétiennes de la Péninsule. En même temps qu'ils s'opposaient les uns aux autres, les monarques portugais, castillan, léonais, catalano-aragonais et navarrais accroissaient leur contrôle, au sein de leur royaume, sur leurs magnats et sur leur territoire. L'alliance avec les Almohades était ainsi avant tout, pour les nobles qui en prenaient l'initiative, un refus du renforcement monarchique. On en veut pour preuve les tentatives, plus ou moins réussies, des Castro et surtout de Fernando de Azagra de soustraire leur seigneurie à tout pouvoir monarchique, y compris après leur mort, en la donnant aux ordres militaires, avec les exemples tout à fait remarquables que nous avons évoqués plus haut. Les hésitations de Pedro Ruiz de Azagra à l'heure de faire son testament, la donation, dans un premier temps, d'Albarracín à l'ordre de Santiago alors même qu'il avait deux fils, faiblement dédommagés dans cette première option, puis, dans un second temps, la multiplication des clauses conditionnelles de son dernier testament, qui nommait son fils légitime héritier universel, témoignent de la même obsession : l'indépendance politique, fiscale, juridique et ecclésiastique de la « principauté » et le refus de toute ingérence

⁶⁷ Martín, *OOMS*, p. 85.

monarchique. Ce sont finalement les nouvelles formes du pouvoir monarchique qui étaient refusées à travers ces diverses expériences.

La mise en place d'États relativement centralisés provoqua de nombreuses réactions dans la société : en phase de croissance territoriale et d'expansion aux dépens d'al-Andalus, les possibilités d'enrichissement de la noblesse dans les terres conquises aplanissaient les tensions, mais lors des périodes où l'Islam offrait une résistance, ou bien lorsque les souverains almohades prenaient l'initiative de l'offensive, la « fermeture de la frontière » débouchait sur la recherche de nouveaux types de revenus⁶⁸ : face à l'exploitation seigneuriale des domaines et à l'accroissement des taxes levées sur les paysans, la révolte contre l'autorité monarchique et la « dénaturalisation » offraient une alternative, certes condamnable d'un point de vue religieux, - cela est nouveau à la fin du XII^e siècle avec les excommunications de Célestin III -, mais cependant assez courantes parce qu'elles faisaient appel à l'activité la plus appréciée dans la société chrétienne occidentale de l'époque, et tout particulièrement dans la péninsule Ibérique, c'est-à-dire l'activité des armes, source de butin, de richesse et de gloire.

Du côté musulman, on ne voit pas apparaître de telles figures. Certes les noms de Zafadola (Sayf al-Dawla Ibn Hûd), ou du *Rey Lobo* (Ibn Mardanîsh) pourraient évoquer des destinées similaires. Pourtant les fondements de la fortune de ces princes diffèrent considérablement des cas chrétiens précédemment évoqués. En effet, la constitution de leur principauté répond à une logique beaucoup plus élémentaire : face à un changement de dynastie, les cadres de l'ancien régime, arguant de leur volonté de conserver l'ordre ancien et de leur refus du nouveau régime, profitaient des troubles pour s'emparer du pouvoir local, au besoin en faisant appel aux chrétiens. L'alliance et le soutien que ceux-ci leur apportaient se concrétisaient en général par une aide militaire en échange d'un lourd tribut.⁶⁹ Les princes territoriaux musulmans revendiquaient la légitimité du pouvoir comme en témoignent les monnaies frappées par Ibn Mardanîsh face à l'hétérodoxie de nouveaux dirigeants : le soulèvement contre l'autorité légitime - dans le cas présent almoravide - était, d'emblée, dans la pensée politique de l'Islam médiéval, entaché de suspicion et d'illégitimité. Alors que le refuge dans les territoires musulmans des nobles chrétiens en rupture de ban n'était finalement qu'une des modalités du positionnement politique dans la société chrétienne et qu'il n'était pas généré par une quelconque influence des pouvoirs musulmans dans la vie politique des royaumes chrétiens⁷⁰, en revanche la vassalisation par le roi de Castille des princes musulmans comme Sayf al-Dawla, Ibn Mardanîsh ou al-Bayâsî, quoique liée à la révolte de ces nobles contre leur souverain, manifestait surtout, et c'est là une grande différence, une participation active du monarque castillan dans la vie politique d'al-Andalus. En outre, cette dépendance personnelle était très cher payée et elle eut des conséquences considérables sur les rapports de force tant dans les territoires musulmans qu'entre Islam et chrétienté.

Nous n'avons donc pas mis sur le même plan les rôles joués par les chrétiens Giraldo Sempavor, Ferdinand Rodríguez de Castro, Pedro Ruiz de Azagra et les

⁶⁸ Voir *supra* note n° 13.

⁶⁹ Ibn Mardanîsh dut verser une grande quantité d'or aux souverains chrétiens pour obtenir leur aide ou au moins leur non-agression, mais il dut aussi leur remettre des châteaux comme Vilches et Alcaraz en 1171 (Ibn Sâhib al Salâ, *al-Mann*, éd. p. 400, trad. p. 205).

⁷⁰ Citons, par exemple, Alphonse VI en 1072, Pedro Fernández de Castro, le roi de Navarre à la fin du XII^e siècle et au début du XIII^e.

musulmans Ibn Mardanîsh, Sayf al-Dawla ou le *sayyid* Zayd Abû Zayd, dernier dirigeant almohade de Valence⁷¹, parce que les premiers résistent à la centralisation du pouvoir monarchique au XII^e siècle et tentent de s'imposer dans les territoires frontaliers « interstitiels » en jouant des concurrences pour maintenir leur indépendance, alors que les seconds détachent des pans entiers d'al-Andalus en les faisant basculer dans l'orbite des souverains chrétiens, par l'emploi de mercenaires chrétiens, par le paiement de tribut et surtout, par la prestation de serments vassaliques : les princes musulmans entrent ainsi dans un système de dépendance personnelle, totalement étranger aux pratiques musulmanes et imposé par les puissances chrétiennes ⁷².

Comme Fernand Braudel le fait justement remarquer, un des problèmes de l'histoire est d'établir la connection entre un événement particulier ou une biographie et les évolutions à long terme, c'est-à-dire entre deux temporalités. On peut évidemment aborder la vie du Rodrigo Díaz de Vivar, le Cid, à travers une analyse psychologique ou le contexte historique. Pourtant l'unicité de la vie du Cid rend difficile de produire une histoire critique et sociale du phénomène qu'il incarne. Or, dans la seconde moitié du XII^e siècle, l'étude comparée de diverses trajectoires de seigneurs et de familles présentant de grandes similarités projette une nouvelle lueur sur le renforcement du pouvoir monarchique et sur le contrôle du territoire dans la péninsule Ibérique : de fortes personnalités donnant naissance à des histoires épiques et à des légendes du type de celle du Cid, une implantation territoriale à la frontière avec l'Islam évidemment, mais aussi sur les aires concurrentes d'expansion des royaumes chrétiens voisins, les alliances fréquentes avec les musulmans d'al-Andalus et le rejet de toute forme de soumission à quelconque souverain chrétien. L'établissement du féodalisme dans le contexte de l'expansion territoriale aux dépens de l'Islam et sous la supervision de plus en plus étroite du prince donna naissance à l'archétype du seigneur de guerre de la frontière, libre, parfois renégat et pourtant un « héros », protagoniste important du versant ibérique de l'expansion occidentale.

⁷¹ Sur ce personnage, voir l'article de Robert I. Burns, « Príncipe almohade y converso mudéjar : nueva documentación sobre Abû Zayd », *Sharq al-Andalus*, 4, 1987, pp. 109-123 ; version angl. « Almohad Prince and Mudejar Convert : New Documentation on Abû Zayd », *Medieval Iberia. Essays on the History and Literature of Medieval Spain*, éd. D. J. Kagay et J. T. Snow, New York, Peter Lang, 1997, pp. 171-188.

⁷² Pour illustrer la mise en place entre les rois chrétiens et les princes musulmans satellisés des cérémonies caractéristiques de la féodalité occidentale traditionnelle et de l'hommage prêté au seigneur, on peut citer un acte de 1225, *eo uidelicet anno quo Azyt Abu Zeit, rex Valencie, accedens ad me apud Moyam deuenit uasallus meus et osculatus est manus meas*. Il s'agit de la confirmation par Ferdinand III d'un acte d'Alphonse VIII daté de 1190 (publ. J. González, *Reinado y diplomas de Fernando III*, 3 vols., Cordoue, 1980, t. 2, n° 205, pp. 247-248).